



Rapport moral 2017 de l'association Mémoire Traumatique et Victimologie

À vous toutes et tous, nous vous remercions pour votre précieux soutien et votre engagement à nos côtés

Un vent d'espoir s'est levé en 2017 avec un mouvement inédit de libération de la parole des femmes victimes de violences sexuelles. Que cette nouvelle année nous donne toute l'énergie, la détermination et la puissance nécessaires pour l'amplifier, le concrétiser, et en finir avec le déni, la loi du silence, la culture du viol et l'impunité !

Faisons le vœu d'être de plus en plus nombreuses et nombreux à nous lever contre toutes les formes de violences et de domination, et à nous battre pour un monde meilleur, plus juste et solidaire, un monde à l'endroit, féministe, sans discrimination, respectueux de la dignité et des droits de chacun.e, où les enfants et les personnes les plus vulnérables seront enfin protégé.e.s, où les victimes ne subiront plus abandons, mises en danger, pertes de chance pour leur santé et injustices en cascade.

Avec toutes nos amitiés et nos hommages à toutes les victimes, à toutes celles et ceux qui luttent à leurs côtés, et nos pensées émues pour celles et ceux qui ne sont plus là, nous continuerons leurs combats.

Et nous remercions nos adhérents qui nous font confiance et s'engagent pour nous, toutes les associations et institutions qui soutiennent nos activités, et toutes les personnes qui par leur participation à nos actions, leurs témoignages et leurs dons nous permettent d'avoir de plus en plus d'impact pour faire entendre notre plaidoyer pour que les droits à la protection, à la justice et aux soins des victimes de violences soient respectés

Pour le bureau, Dre Muriel Salmona,
présidente de l'association Mémoire Traumatique et
Victimologie

Moments phares de l'année 2017

Plusieurs campagnes, pétitions et actions auxquelles notre association a activement participé, dont certaines qu'elle a initiées, ont permis des avancées et des améliorations notables en 2017, qui, nous l'espérons se concrétiseront en 2018. Et toujours notre plaidoyer pour une meilleure protection des victimes de violences : violences faites aux enfants, violences faites aux personnes vulnérables (personnes handicapées, personnes âgées, personnes sans toit, migrant.e.s) violences faites aux femmes, violences sexuelles, violences faites au travail, violences racistes et basées sur des discriminations, et violences d'attentats, de tortures, de guerre et de crimes contre l'humanité,...

L'année 2017 a commencé très fort avec :

- le vote de la loi sur la prescription qui a doublé les délais pour les crimes (de 10 à 20 ans) et pour les délits (de 3 à 6 ans) mais n'a malheureusement pas allongé les délais de prescription pour les mineurs qui sont restés à 20 ans après la majorité (le 25 novembre 2017 le Président de la République et le gouvernement se sont positionné pour proposer un allongement du délai de prescription à 30 ans en 2018),
- la mise en place par la ministre Mme Laurence Rossignol d'une **mission de consensus sur les délais de prescription** pour laquelle nous avons été auditionnée et qui a préconisé un allongement à 30 ans après la majorité du délai de prescription pour les crimes contre les mineurs et pour les délits aggravés. Nous avons lancé fin 2016 **un Manifeste pour l'imprescriptibilité des crimes sexuels**, avec une pétition co-signée par associations et qui a recueilli près de 35 800 signatures,
- parallèlement une campagne contre la prescription avec **le ruban vert pomme** a été lancée par un collectif d'associations initiée par La parole libérée et dont notre association fait partie, ainsi que plusieurs autres pétitions pour l'imprescriptibilité.
- **la première Conférence internationale pour l'aide aux victimes CIVIC** sous le patronage de l'UNESCO où je suis intervenue

Autres points tout au long de l'année :

- **le lancement du 1er plan triennal interministériel de lutte et de mobilisation contre les violences faites aux enfants** par la ministre Laurence Rossignol, plan auquel nous avons activement participé, une grande

avancée pour le droit des enfants qui suivait la réforme de la protection de l'enfance mise en place en 2016, recentrée sur l'intérêt supérieur de l'enfant (et son méta besoin fondamental de sécurité et de protection) et se préoccupait enfin de protéger les enfants de toute forme de violences y compris les châtiments corporels (pour rappel l'ajout dans le code civil avait été déclaré en tout début d'année non-constitutionnel sur la forme après une question prioritaire de constitutionnalité), et de prendre mieux en compte les homicides d'enfants (bébés secoués), l'inceste, les impacts des violences conjugales sur les enfants et **les psychotraumatismes** (enfin !!!) et de leur prise en charge et développement de soins pluridisciplinaires spécialisés et gratuit, avec une prise en charge sécu à 100%, ainsi que la mise en place de pédiatres urgentistes référents dans les hôpitaux.

- **et la mise en place d'un groupe de travail avec la Délégation Nationale de l'Offre de Soins au ministère de la Santé auquel la Dre Muriel Salmona a participé sur la prise en charge des psychotraumatismes**, Nous nous sommes réunis 4 fois dans l'année afin de mettre en place un projet de créations de centres pluridisciplinaires de soins du psychotraumatisme pour les victimes de violences avec des professionnels formés financés par la sécurité sociale et adossés à des centres hospitaliers. Nous avons fait un cahier des charges précis avec le projet de déployer 10 premiers centres prochainement et à terme 100 centres en métropole et outre-mer. Ces centres représentent une grande victoire, nous les demandions depuis de nombreuses années, et nous avons renouvelé cette demande dans nos derniers manifestes contre les violences faites aux enfants et contre l'impunité des crimes sexuels. Ces sont conçus également pour une fonction de formation et de recherche et de mise en réseau des professionnels pour un parcours de soins qui sera facilement identifiable. Restait l'incertitude quant à l'acceptation du dossier de financement, nous avons eu le soulagement d'entendre le Président lors de son discours du 25 novembre s'engager pour la création des 10 premiers centres en 2018 !

- **Notre 4ème campagne STOP AU DENI en mars : Stop aux violences faites aux enfants** avec son Manifeste, ses 9 engagements, sa pétition et la lettre ouverte au Président et à la ministre de la Santé qui l'accompagne

- **Le lancement très médiatisé en pleine campagne #MeToo de notre Manifeste contre l'impunité des crimes sexuels** le 20 octobre 2017 au secrétariat d'État à l'Égalité entre les femmes et les hommes, remis à la ministre Marlène Schiappa, avec ses 8 mesures et sa pétition de soutien qui a recueilli plus de 45 500 signatures)

Nous avons, en cours d'année, après les élections présidentielles et la formation du premier gouvernement, fait face à la déception de voir disparaître

le ministère des droits des familles, des enfants et des droits des femmes, ainsi que le secrétariat d'État et le secrétariat général à l'aide aux victimes, qui avaient permis de grandes avancées dans la protection de l'enfance et la prise en charge des victimes, n'est resté qu'un secrétariat d'État à l'égalité entre les femmes et les hommes, et la promesse de faire de l'égalité entre les femmes et les hommes, la grande cause du quinquennat. Le secrétariat à l'égalité entre les femmes et les hommes s'est révélé avec sa ministre Marlène Schiappa actif, proposant un plan national de lutte contre les violences sexistes et sexuelles avec plusieurs mesures qui sont de véritables avancées comme nous allons le voir, malgré un budget très insuffisant qu'une campagne d'un collectif d'associations féministes a dénoncé à laquelle nous avons participé.

Et l'année 2017 s'est terminé avec :

- un mouvement inédit de libération de la parole de femmes victimes de violences sexuelles à l'occasion de l'affaire Weinstein et de son impact sur les réseaux sociaux avec les hashtags #MeToo et #BalanceTonPorc qui ont permis à de très nombreuses femmes de dénoncer les violences sexuelles qu'elles subissaient. Vent d'espoir et peut-être tournant historique ce mouvement s'est propagé depuis début octobre et dure depuis, il a fait prendre conscience de l'ampleur des violences sexuelles ;

- deux scandales judiciaires concernant des fillettes de 11 ans déclarées par la justice consentantes à des actes sexuels de pénétrations par des adultes, et donc comme n'ayant pas été violées, ces décisions judiciaires ont entraîné une onde de choc et suscité des propositions de lois chez les parlementaires pour fixer un âge légal de consentement pour lequel j'ai été auditionnée (cf les articles écrits sur ces décisions judiciaires) ;

- et l'annonce par le Président Emmanuel Macron à l'occasion de la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, le 25 novembre de mesures pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles, dans le cadre de la grande cause du quinquennat pour l'égalité femme- homme. Ces mesures dont la mise en œuvre est prévue lors du premier semestre 2018, se répartissent en trois grands thèmes avec un volet prévention avec l'éducation à l'égalité femme-homme dès le plus jeune âge, un volet amélioration de l'accompagnement des victimes et un volet renforcement de l'arsenal législatif (allongement des délais de prescription pour les crimes et délits aggravés sur mineurs, fixation d'un âge de consentement légal, délit d'outrage sexiste). Elles sont une véritable avancée, et elles s'appuient sur une volonté revendiquée de ne plus rien laisser passer (#NeRienLaisserPasser) et sont portées par Marlène Schiappa et son secrétariat à l'Égalité entre les femmes et les hommes dont nous saluons le travail et l'engagement. Nous espérons qu'elles soient fondatrices d'une politique publique forte qui s'installera dans la durée tout au long du quinquennat avec les moyens nécessaires à mise en œuvre et qui sera à la hauteur de l'urgence de ces graves atteintes aux droits,

à l'intégrité et à la santé des filles et des femmes qui en sont les principales victimes. C'est pour nous une première victoire avec plusieurs mesures phares de notre Manifeste qui ont été reprises. Pour en savoir plus, article à lire :

- https://www.memoiretraumatique.org/assets/files/v1/Articles-Dr-MSalmona/2017_mesures_annonces_par_Emmanuel_Macron_le_25_novembre_2017.pdf

Mais parallèlement à ce mouvement de libération, nous n'avons pu que constater l'aggravation du nombre de féminicides, la non-protection des femmes et des enfants victimes de violences intra-familiales et conjugales, l'augmentation du nombre de viols et la stagnation désespérante du nombre de plaintes qui a diminué et est passé de 10 à 9% avec toujours aussi peu de condamnations : 1% des viols condamnés en cours d'assises, les plaintes étant très majoritairement classées sans suite (70%) et, pour celles qui sont instruites, correctionnalisées (20%) ou faisant l'objet de non-lieux, de relaxes ou d'acquittement.

Et nos propres campagnes, actions, interventions, plaidoyer et auditions

- notre quatrième campagne STOP AU DÉNI lancée en mars 2017 avec **un Manifeste contre les violences faites aux enfants**, : <http://manifestestopvfe.blogspot.fr> pour une meilleure prise de conscience de la réalité des violences que subissent les enfants et leurs graves impact sur leur vie et leur santé qui en font un problème majeur de santé publique, un site dédié avec de nombreuses ressources, des infographies et **une pétition** co-signée par 26 associations et près de 39 000 signataires <https://www.mesopinions.com/petition/politique/manifeste-stop-aux-violences-aux-enfants/28367> ; que nous avons accompagné d'une lettre ouverte au Président de la République Emmanuel Macron et à la ministre de la Santé Agnès Buzyn : <https://stopauxviolences.blogspot.fr/2017/07/nouvelle-lettre-ouverte-monsieur-le.html> ;

- et en fin d'année **un Manifeste contre l'impunité des crimes sexuels et ses 8 mesures**, : <https://manifestecontrelimpunite.blogspot.fr> (site dédié et riches en ressources), manifeste très médiatisé remis le vendredi 20 octobre de 10 à 12h à Mme la ministre Marlène Schiappa au secrétariat d'État à l'Égalité entre les femmes et les hommes. 28 associations sont co-signataires et la pétition de soutien a recueilli plus de 45 300 signatures, plusieurs de nos mesures ont été reprises pour faire partie du plan national de lutte contre les violences sexistes et sexuelles, présenté par le président Emmanuel Macron le 25 novembre 2017 à l'occasion de la journée internationale de lutte contre les violences envers les femmes et par la ministre de la Justice Nicole Belloubet (formation des

professionnels de la santé, dépistage systématique, allongement des délais de prescription pour les crimes et délits envers les mineurs, protection des victimes lors des procédures judiciaires). À la suite de ce manifeste nous avons été plusieurs fois auditionnée au Sénat et à l'Assemblée Nationale ;

- de nombreuses pétitions ont été lancées pour dénoncer des scandales judiciaires tout au long de l'année et plusieurs articles postés sur nos sites pour protester contre ces scandales judiciaires ;

- de nombreuses auditions au Sénat, à l'Assemblée Nationale, au CESE, au ministère des Familles, de l'Enfance et des Droits des Femmes, au secrétariat d'État à l'aide aux victimes, au secrétariat général à l'aide aux victimes, au ministère de la Justice, au ministère de l'Armée, au secrétariat d'État à l'égalité entre les femmes et les hommes, à la Mission de consensus sur les délais de prescription, à la Protection Judiciaire de la Jeunesse, à Bruxelles ;

- de nombreuses publications ont été produites (plus de 14 articles, 2 Manifestes, 4 pétitions, des fiches, brochures, vidéos, des traductions en anglais d'articles sur les impacts psychotraumatiques des attentats, et sur l'impact des violences sexuelles, l'article « Pour en finir avec le déni et la culture du viol en 12 points est en cours de traduction, et des traductions en français de 3 articles princeps publiés dans des revues internationales par Jean-Pierre Salmona (cf au chapitre détaillé sur les publications) ;

- de très nombreuses conférences, formations ont été faites (69) tout au long de l'année, qui ont permis de sensibiliser et de former énormément de professionnels (des secteurs du social, de la santé, de la justice, de la police et de la gendarmerie, de l'éducation nationale, de l'associatif, ...), formation à l'ENM en continu (7 journées de formation en 2018) et aussi en initial pour les 368 futurs magistrats qui composent la promotion 2017-2018, formation avec la MIPROF de nombreux professionnels dont des formateurs.trice.s et de tous les médecins référents violences faites aux femmes des services d'urgences hospitalières et de formateurs, formation des référentes sages-femmes et des référents chirurgien-dentistes, formation des médecins et des infirmières scolaires à l'Education Nationale, formations en faculté de médecine, en Diplômes Universitaires, à l'EHESS, en partenariat avec les préfetures, les DDFE, les CIDFF, le Conseil de l'Ordre des médecins et des sages-femmes, etc. ;

- l'association a été très présente dans les médias et les réseaux sociaux, elle a participé à trois des chroniques sur les violences envers les enfants sur France 5 (magazine de la santé, à des documentaires (TV et radio), à de nombreuses émissions et débats, et à plusieurs dossiers dans la

presse. Nous avons continué à développer une intense activité de recherche, d'échanges internationaux, de partenariats et de plaider auprès des pouvoirs publics et des parlementaires pour faire progresser la lutte contre les violences et les droits des victimes afin qu'elles soient mieux protégées, reconnues, comprises, accompagnées et soignées.

L'année 2017 a été marquée par de grandes avancées en ce qui concerne les formations des professionnels :

Dans le cadre des 81 actions de formations et de sensibilisation faites par l'association en 2015 (76 par la Dre Muriel Salmona, 4 par la Dre Judith Trinquart secrétaire générale de l'association, et 1 par Sokhna Fall, vice-présidente de l'association), qui ont bénéficié à plus de 15 000 professionnels, il est à noter :

Formations de magistrats à l'ENM, d'avocats à Rennes, PJJ

La participation à 8 formations de magistrats avec l'ENM (Ecole Nationale de Magistrature), a concerné les violences sexuelles, les violences conjugales et les maltraitances faites aux enfants, 7 dans le cadre de la formation continue, et 1 à l'ENM de Bordeaux dans le cadre de la formation initiale des 368 futurs magistrats qui composent la promotion 2017. Ces formations seront reconduites en 2018.

Formations MIPROF

La participation à 8 interventions dans le cadre des formations de formateurs-trices (sages-femmes, médecins urgentistes, chirurgiens dentistes, professionnels du secteur social), organisées par la MIPROF, le ministère de la Santé, différentes écoles professionnelles, les Conseil de l'Ordre des sages-femmes et des dentistes, l'ENM, l'INSET, le CNFPT et l'UNAFORIS a concerné les violences faites aux femmes (l'association a participé cette année aux deuxième et troisième journée de formation des médecins référents des services d'urgence hospitalières à deux journées de formation pour les chirurgiens-dentistes).

Formations Facultés de médecine CHU Réseaux de Péri-natalité

auprès de services de prise en charge des troubles alimentaires et d'addictologie de Centres Hospitaliers Universitaire (Reims, Caen, Paris) et auprès de réseaux de péri-natalité (Dijon et Caen) ; Journée universitaire de pédiatrie médico-légale, sur les Conséquences des violences sur la santé des

enfants et des adolescents CHU de Nantes ; Colloque régional de sensibilisation des professionnels du Secteur Santé & Social vis à vis des Violences Faites aux Femmes au CHU de Clermont Ferrand avec Gynécologie sans frontière « De la sexualité à la violence sexuelle » ; la 8ème journée de sensibilisation à la prise en charges des violences intrafamiliales du CHI Robert Ballanger à Aulnay sous Bois et ayant pour thème cette année les violences sexuelles dans les familles ; Formation par la Dre Muriel Salmona auprès des médecins légistes de l'UMJ (Unités Médico-judiciaire) du Centre Hospitalier de Gonesse ; formation autour de la sexualité et psychotraumatisme pour les professionnels pluridisciplinaires du centre de Soins et d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie à Caen CSAPA.

Formations DU (Diplôme universitaire) et séminaires

Deuxième session du DU de Paris 8 sur les violences faites aux femmes pour lequel la Dre Muriel Salmona a dispensé une journée de formation ; l'association participe à deux autres DU à Paris 5 (géro-psycho-geriatrie, personnes âgées victimes de violences sexuelles) et Paris 7 (Violences faites aux femmes : violences conjugales), et en 2018 la Dre Muriel Salmona participera à un nouveau DIU sur la prise en charge des violences faites aux femmes, vers la bientraitance.

Séminaire du mardi du CASAT Centre d'Accueil et de soins Intersecteur La Terrasse : Addictions et Psychiatrie ; Séminaire Médico-Psycho-Légal à Meaux ; Séminaire organisé par l'association Solidarité Femmes le Relais 77 ; Séminaire de formation CNRS Transmem : Cerveau et Mémoire : Concepts et approches transdisciplinaires

Formations Éducation Nationale

La participation à 8 formations destinées aux infirmières scolaires et aux médecins scolaires d'Île-de-France,

1 à l'ESENER (école supérieure de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche) du Futuroscope pour tous les médecins conseils,

1 journée de formation auprès des agents du bureau de la santé scolaire et des centres d'adaptation psychopédagogique (CAPP) de la Ville de Paris dans le cadre du séminaire des formateurs en éducation à la sexualité

1 journée organisée par le GNIES auprès des médecins scolaires : XXXVIIIe COLLOQUE MEDICAL du S.N.A.M.S.P.E.N.

1 Journée du rectorat d'Amiens auprès des médecins, des infirmières, des assistantes sociales, des psychologues scolaires, des chefs d'établissement et des CPE de l'académie de la Somme ainsi que des professionnels de la santé et des services d'urgences

Formations EHESP à Rennes

Avec la participation à 2 sessions inter écoles du service public sur le thème de l'enfance maltraitée.

Formations DRDFE et CIDFF

Nous avons réalisé en 2017 avec la DRDFE et les CIDFF de plusieurs régions 10 journées de formation des professionnels des secteurs du social, de la santé, du monde associatif, de la justice, des représentants de l'ordre dans chacune des 8 préfectures de la région, sur les conséquences psychotraumatiques des violences faites aux femmes et aux filles.

Formations aux délégations du Mouvement du Nid et Amicale du Nid

Nous avons réalisé en 2017 4 journées de formation et participé à un colloque : formation à destination des bénévoles du Mouvement du Nid Délégation du Mans « Quel accompagnement des personnes prostituées ? » formation pour l'Amicale du Nid à Cergy sur les conséquences physiques et psychologiques de la prostitution, formation pour le Mouvement du Nid Hauts-de-France sur les conséquences physiques et psychologiques de la prostitution, colloque « Prostitution : prévenir et accompagner » le 27 novembre 2017, 09h00-18h00 à Lorient, vidéo-conférence à Quimper, Vannes et Rennes, avec l'intervention : « Quels impacts sur les personnes ? »

Et bien d'autres interventions et formations

À saluer l'initiative du Conseil Départemental des Yvelines qui a organisé une journée de formation des assistant.e.s familiaux.les sur la prise en charge des psychotraumatismes pour sensibiliser les professionnels de l'enfance au repérage des troubles et à leur prise en charge quotidienne.

Et des conférences et des formations dans le cadre de partenariat avec de nombreuses associations amies : cafémunistes avec les Effronté.e.s, formation des écoutantes de FDFA, journées de formation avec Sortir du Silence, conférences avec Osez le Féminisme, Les Dorines, etc.

Et bien d'autres interventions et formations dans toute la France et en Belgique, sur les violences faites aux femmes et aux filles, les maltraitances faites aux enfants, les violences sexuelles, l'excision, le mariage forcé, la prostitution, les attentats, les violences de guerre et les tortures que vous pouvez toutes retrouver sur le site de l'association : et sur le blog : <http://stopauxviolences.blogspot.fr>

Actions, interventions, campagnes et publications de l'association en 2017

I - INTERVENTIONS ET FORMATIONS : avec 90 interventions dans toute la France (Paris, Ivry, Angers, Nanterre, Bobigny,, Metz, Mans, Lille, Bobigny, Eaubonne, Franconville, Cergy, Soissons, Cherbourg, Tours, Bordeaux, St Etienne, Clermont Ferrand, Roannes, Niort, Lorient, Caen, Nantes, Rennes, Toulouse, Dijon, Poitiers, Tours, Limoges, Guyancourt, Meaux,,, Reims,,), et en Europe : 2 en Belgique (Bruxelles), dans le cadre de conférences, formations, colloques, 3 cours de DU (1 à Paris 5, 1 à Paris 7, et 1 à Paris 8), formation médicale continue, 8 formations à l'ENM (Ecole Nationale de la Magistrature à Bordeaux et à Paris), formation au Collège des Sages-Femmes et au Collège de gynécologie médicale, dans les réseaux de péri-natalité, séminaires, sensibilisations, débats ayant concernés plus de 15 000 personnes (dont plus de 2000 professionnel-le-s du monde médical, et des professionnel-le-s du secteur social, éducatif, associatif, judiciaire et policier) que vous pouvez voir sur [le blog](#) et sur [le site, memoiretraumatique.org](#) (qui reçoit plus de 40 000 visites par mois et qui est beaucoup utilisé comme outil de formation par des professionnel-le-s de la santé (très nombreux retours).

II - COMMISSIONS, GROUPES DE TRAVAIL et AUDITIONS : avec la participation à de nombreuses commissions, groupes de travail et auditions : à l'Assemblée Nationale au Sénat, au Haut conseil à l'égalité femmes/hommes, aux ministères de la Santé et de la famille, de l'Enfance e des droits des femmes, de l'Education Nationale, au secrétariat d'État à l'aide aux victimes, au groupe de travail sur la formation des professionnels de santé à la MIPROF, et aux commissions départementales de Paris et des Hauts de Seine d'action contre les violences faites aux femmes.. et également en Belgique à la Chambre des Parlements à Bruxelles. sur les centres de soins pour les victimes de violences sexuelles. Et auditions en tant qu'expert dans le cadre de procès en cour d'assises.

III - INTERVIEWS ET VIDÉOS : avec de nombreuses interviews et participations à des débats à la radio que vous pouvez voir ou écouter sur [le blog](#) : RFI, France-Info, France-Inter, France-Culture, Radio-Libertaire, RTL, Europe 1, radio classique, lors d'émissions TV et de diffusion de documentaires sur France 2, LCP Assemblée Nationale et Sénat, France 5 (Magazine de la santé et Les Maternelles : 5 émissions), les journaux télévisés de TF1, LCI, BFMTV, CNEWS, France 2, France 24 ; dans la presse : Libération, Le Monde,

L'Humanité, JDD, L'Express, Le Parisien, 20 minutes, La croix, Ouest-France, Le Figaro, Elle, Le Nouvel Obs., Causette, Grazia, Santé Magazine, Huffington post, Slate, BuzzFeed, Psychologies Magazine, 50/50 magazine, Les nouvelles news, Infirmière Magazine, ...

Et même sur la radio publique américaine : France considère sept ans minimum consent âge for having sex : <https://www.npr.org/2017/12/18/571579683/france-considers-setting-a-minimum-age-of-consent-for-having-sex>

IV - ARTICLES ET COMMUNIQUÉS : avec plusieurs communiqués et articles diffusés sur Internet (site memoiretraumatique.org, site stopaudeni.com, blog stopauxviolences.blogstop.com, blog médiapart, pages FB et twitter :

- [Les châtiments corporels et autres violences éducatives interdits à partir du 1er janvier 2017](#)
- [Viol d'une enfant de 11 ans déqualifié en atteinte sexuelle !](#)
- [Lien entre troubles du comportement alimentaires et psychotraumatisme](#) , avec bibliographie en fin d'article.
- [Lettre ouverte - viol en réunion](#)
- [Ils n'ont pas peur !... Où comment les victimes non seulement ne sont pas protégées mais sont mises en danger](#)
- [Violences sexuelles faites aux enfants - 2 - accompagnement](#)
- [Violences sexuelles faites aux enfants - 1 - prévention](#)
- [Violences sexuelles envers les enfants - pourquoi un tel déni ?](#)
- [Communiqué de presse de l'association 22 février 2017 : Lancement sur Manifeste Stop aux violences faites aux enfants](#)
- [Manifeste Stop aux violences faites aux enfants](#)
- [Lettre ouverte au Président de la République du 9 mai 2017 sur les violences faites aux enfants](#)
- [Communiqué de presse de l'association 3 septembre 2017 : LES VIOLENCES CONJUGALES ET INTRA-FAMILIALES FAITES AUX FEMMES ET AUX](#)

FILLES Une atteinte scandaleuse aux droits, à l'intégrité et à la dignité des femmes et des filles, et un problème majeur de société et de santé publique

- #BalanceTonPorc et #MeToo — le vent tournerait-il en faveur des victimes de violences sexuelles
- Viol d'une petite fille de 11 ans - acquittement de l'agresseur - la honte
- Manifeste stop à l'impunité des crimes sexuels
- Comprendre et prendre en charge l'impact psychotraumatique des violences conjugales pour mieux protéger les femmes et les enfants victimes
- Stop à l'impunité des violeurs - Pas de justice, pas de paix
- Mesures annoncées par Emmanuel Macron

Traduction en anglais d'articles de Muriel Salmona

- 2016-Impact of sexual violence on victim's health; traumatic memory at work - texte anglais - article de M Salmona en français
- 2016-Understanding abusive mental control to better protect and care for women victims of domestic violence - texte anglais - article M Salmona en français
- 2018-TRAUMATIC AMNESIA a dissociative survival mechanism- texte anglais - article M Salmona en français

d'autres articles sont en cours de traduction, nous remercions la traductrice bénévole qui nous offre ses précieuses compétences

Traduction en français par Jean-Pierre Salmona d'articles princeps de la littératures internationales :

- Etude ACE - Adverse Childhood Experience - par Felitti et Anda - texte français - texte anglais
- Souvenirs des violences subies dans l'enfance : Dissociation, amnésie et corroboration. James Chu, Lisa M. Frey, Am J Psychiatry 1999; 156:749-755 - texte anglais

• Souvenir des traumatismes de l'enfance : une étude prospective sur les souvenirs de violences sexuelles dans l'enfance chez les femmes Linda Meyer Williams, Journal of Consulting and Clinical Psychology 1994, Vol. 62, No. 6, 1167-1176 - [texte anglais](#)

V - PLAIDOYERS, CAMPAGNES, MANIFESTES ET PÉTITIONS :
avec des campagnes et des manifestes soutenus par des pétitions que vous avez signé très nombreux, ce dont nous vous remercions, et que vous pouvez toujours signer. Voici celles que nous avons initiées :

• Droit d'être soignées et protégées pour toutes les victimes de violences sexuelles ! Avec plus de 22 400 signatures [_http://www.mesopinions.com/petition/sante/droit-etre-soignees-protegees-toutes-victimes/14001](http://www.mesopinions.com/petition/sante/droit-etre-soignees-protegees-toutes-victimes/14001)

• STOP aux violences sexuelles dans les transports en commun ! Avec plus de 32 600 signatures [_http://www.mesopinions.com/petition/droits-homme/stop-aux-violences-sexuelles-transports-commun/12152](http://www.mesopinions.com/petition/droits-homme/stop-aux-violences-sexuelles-transports-commun/12152)

• STOP aux menaces et aux appels au meurtre et au viol de femmes sur les réseaux sociaux ! Avec près de 30 000 signatures : [_http://www.mesopinions.com/petition/medias/stop-aux-menaces-aux-appels-meurtre/15862](http://www.mesopinions.com/petition/medias/stop-aux-menaces-aux-appels-meurtre/15862)

• STOP aux châtiments corporels ! Pour qu'une loi interdise explicitement toutes les violences éducatives envers les enfants ! avec près de 800 signatures [_http://www.mesopinions.com/petition/enfants/stop-aux-chatiments-corporels-qu-loi/14246](http://www.mesopinions.com/petition/enfants/stop-aux-chatiments-corporels-qu-loi/14246)

• MANIFESTE POUR L'IMPRESCRIPTIBILITÉ DES CRIMES SEXUELS co-signé par 24 associations + 35 800 signataires : Manifeste [_http://manifesteimprescriptibilite.blogspot.fr/](http://manifesteimprescriptibilite.blogspot.fr/) Pétition [_http://www.mesopinions.com/petition/justice/imprescriptibilite-crimes-sexuels/25896](http://www.mesopinions.com/petition/justice/imprescriptibilite-crimes-sexuels/25896)

• MANIFESTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AU ENFANTS co-signé par 26 associations : [_http://manifestestopvfe.blogspot.fr](http://manifestestopvfe.blogspot.fr) avec sa pétition et ses 39 000 signataires : [_https://www.mesopinions.com/petition/politique/manifeste-stop-aux-violences-aux-enfants/28367](https://www.mesopinions.com/petition/politique/manifeste-stop-aux-violences-aux-enfants/28367)

• PÉTITION Acquittement scandaleux de 7 jeunes accusés de viol collectif sur une ado de 14 ans. Mobilisons-nous pour que le Parquet fasse appel du verdict ! avec ses 50 500 signataires qui nous a permis

d'obtenir que le Parquet fasse appel de la décision : <https://www.mesopinions.com/petition/justice/acquittement-scandaleux-7-jeunes-accuses-viol/29114>

- PÉTITION Norah doit être protégée, livrée par la justice à un père dangereux qui l'a violée à 7 ans, elle est toujours en très grand danger 19 ans après. Avec ses 16 400 signataires : <https://www.mesopinions.com/petition/justice/norah-etre-protectee-livree-justice-pere/34426>

- MANIFESTE CONTRE L'IMPUNITÉ DES CRIMES SEXUELS co-signé par 28 associations : <https://manifestecontreimpunite.blogspot.fr> avec sa pétition et ses 45 500 signataires : <https://www.mesopinions.com/petition/justice/stop-mpunite-crimes-sexuels/35266>

Et nous avons soutenu bien d'autres manifestes et pétitions tout au long de l'année, comme celle pour demander la grâce présidentielle, celle contre l'acquittement scandaleux de 7 jeunes accusés de viol collectif sur une ado de 14 ans. Mobilisons-nous pour que le Parquet fasse appel du verdict !

VI - PARUTIONS :

En 2017 plusieurs articles de la Dre Muriel Salmona sont parus dans des livres collectifs et dans des revues :

Impact des violences sexuelles sur la santé des victimes : la mémoire traumatique à l'œuvre, in Pratique de la psychothérapie EMDR, sous la direction de Cyril Tarquinio et Al., Dunod, 2017, & 19, pp 207-218.

Comprendre et prendre en charge l'impact psychotraumatique des violences conjugales pour mieux protéger les femmes et les enfants qui en sont victimes in *Violences conjugales : le droit d'être protégée* E. Ronai et E. Durand, Paris, Dunod 2017.

La famille, zone de non-droit, revue Hommes et Libertés de la LDH, mars 2017

En 2018 une nouvelle édition du *Livre noir des violences sexuelles* de la Dre Salmona (2ème édition) est prévue en mars chez Dunod, et la parution d'un nouvel ouvrage de la Dre Salmona sur les violences est prévue également chez Dunod, ainsi que des participations à plusieurs livres collectifs qui paraîtront chez Dunod et d'autres éditeurs, et également des articles dans des revues

dont Soins et Psychiatrie en mars (L'emprise ou la dissociation traumatique à l'œuvre).

VII - SITE ET BLOGS :

- le site memoiretraumatique.org a reçu en 2017 566 000 visites, avec désormais plus de 1500 visites par jour ;
- le site stopaudeni.com avec les campagnes STOP AU DENI, la synthèse et le rapport d'enquête *Impact des violences de l'enfance à l'âge adulte*, de nombreux articles et témoignages, a reçu en 2017 50 000 visites ;
- le blog stopauxviolences.blogstop.com reçoit plus de 20 000 visites par mois ;
- un [blog médiapart](#) ;
- deux autres blogs <http://lelivrenoirdesviolencessexuelles.wordpress.com> et <http://colloqueviolencesetsoins.wordpress.com> avec de nombreux articles ; chiffres, informations et témoignages,
- des pages [facebook](#) (avec plus de 9400 abonnés) et [twitter](#) (6180 abonnés) très actives

VIII - EXPERTISE : avec une activité importante d'expertise en psychotraumatologie par téléphone, internet, entretiens et témoignages en cour d'assise, auditions parlementaires et gouvernementales qui a bénéficié à de nombreux professionnels et associations en France et à l'étranger (Belgique).

IX - BROCHURES ET AFFICHES : l'association a déjà diffusé, distribué et envoyé gratuitement depuis 2008 au total plus de 202 500 brochures, plaquettes et affiches :

- 105 000 [plaquettes d'information médicale sur les violences](#) en partenariat avec la délégation régionale des droits des femmes et à l'égalité d'Ile de France, ;
- 32 500 [brochures pour les mineurs](#) en partenariat avec l'association le Monde à Travers un Regard, en 2013 ;
- 30 000 [brochures d'information sur les violences et leurs conséquences pour les jeunes](#) en partenariat avec l'association Sortir du Silence ont été imprimées,
- [une brochure pour les adolescentes et les jeunes femmes](#) en partenariat avec le conseil général du 93 et l'observatoire des violences envers les femmes du 93,
- [une affiche d'information sur les conséquences des violences sur la santé](#) ([toutes téléchargeables sur le site](#))

- et une brochure de sensibilisation pour les plus petits avec une fiche pour les professionnel.le.s est en cours d'élaboration avec le soutien de la Région Ile de France.

X - PARTENARIAT : avec le partenariat et la collaboration pour de nombreux projets et actions avec la Belgique, la Suisse, le Canada, les USA, la RDC, de très nombreuses associations et structures en particulier : l'UNICEF, l'OMS, la MIPROF, le HCEf/h, l'AVFT, les DRDFE et DDDFE, les CIDFF, la Mairie de Paris, l'ENM, le CNDA, l'EHESS, l'INSERM, l'APPA, Famille et Thérapie, le Collectif féministe contre le cyber-harcèlement, Osez le féminisme, le CNDF, le GAMS, Les Effronté.e.s, FEMEN, Sortir du Silence, Femmes-Solidaires, FDFA, AIR, Life of Paris, WoW, La Parole Libérée, Les oubliés de Loyada, Regards de Femmes, Questions d'égalité, Prendre le Droit, l'Observatoire des violences envers les femmes du 93, Le Monde à Travers un Regard, La Fondation pour l'Enfance, La Fondation des Femmes, Le centre Hubertine Auclert, Amnesty International, le mouvement du nid, le CFCV, REPPEA, l'AFAR, l'IRTP, FMCAction, ABOLITION 2012, Du Côté Des Femmes 31, Réseau « Encore féministes ! », la Maison des Femmes, le barreau de Paris,, le centre Marmottan, l'Amicale du Nid, Le lobby européen des Femmes, Solidarité Femmes,, le MFPPF, SOS inceste pour revivre, Ni Putes, Ni Soumises, Planing Familial, Entraide, Zéromacho, Association Les Filles, Espace Simone de Beauvoir, SOS Sexisme, l'APACS, Femmes en résistance, les amiEs de Femmes en Résistance, Institut Montaigne de Bordeaux, Tremplin 94 SOS Femmes, Le relais de Sénart, Le cercle Condorcet, Le groupe Louise Michel,, SOS-Femmes, l'ANPRV, l'OVEO, l'AVPE, association des gynécologues du 78, Association Couleur d'Enfants, Association Louis Chatin, Association Neptune, Le colosse aux pieds d'argile, Aux captifs la libération, Libres Terre des Femmes, CNRS, Faculté de médecine de Lyon, ESPE, et avec les délégations aux droits des femmes et à l'Egalité de nombreux départements, les mairies de Bourg la Reine, Clamart, d'Ivry, Puteaux et de Saint-Ouen, les universités de Créteil, Nanterre, Paris 5, Paris 7, Lyon, Nantes, etc. Et un partenariat avec des associations en Europe, particulièrement en Belgique, Suisse, en Allemagne, au Canada, en Afrique et au Moyen-Orient.

Et un nouveau partenariat avec l'APPA,

Nous remercions pour leur soutien, leurs subventions, leurs dons, leurs aides et leurs partenariats les délégations départementales et régionales aux droits des femmes et à l'égalité, les CIDFF, les associations amies, la région Ile de France,, le conseil général du 91, du 93 et l'observatoire des violences envers les femmes du 93, le ministère le secrétariat des Droits des Femmes, la MIPROF, le HCEf/h, le CESE.

Une année 2018 qui démarre avec

- De nombreuses interventions, conférences, articles, formations et commissions sont déjà prévues en France, en Belgique et en Suisse tout au long de l'année. Et nous continuons la campagne STOP AU DENI pour améliorer la protection et le soin des victimes de violences et plus spécifiquement cette année concernant les personnes les plus vulnérables. Dès janvier-février sont prévues 3 chroniques de la Dre Muriel Salmona au Magazine de la Santé sur France 5 sur les violences faites aux femmes, une nouvelle formation dans le cadre d'un DIU, une formation une conférence auprès des internes en psychiatrie, en pédiatrie et en médecine générale de l'Île de France, des journées de Formations pour les référents violences des urgences hospitalières, des formateurs-trices organisées par la MIPROF, des formations ENM pour les magistrats, des formations auprès des professionnels de l'Éducation Nationale, etc. À voir [sur le blog](#)
- Une action qui se poursuit sur la région Ile de France de formation des professionnels sur le dépistage et la prise en charge des enfants victimes de violences avec l'élaboration d'outils pratiques
- La parution d'une deuxième édition du *Livre noir des violences sexuelles* et un nouvel ouvrage de Muriel Salmona chez Dunod prévu en fin d'année, et la participation à plusieurs ouvrages collectifs chez Dunod.
- et de nombreuses autres actions et manifestations militantes pour cette nouvelle année 2018 que nous vous souhaitons la plus riche en avancées possible dans les domaines de l'égalité de droits et de lutte contre les violences.
- et la préparation de notre quatrième colloque

Pour le bureau de l'association
Dre Muriel Salmona, présidente
de l'association Mémoire Traumatique et Victimologie
drmsalmona@gmail.com
memoiretraumatique@gmail.com